



Comment Jean-Luc Roméro-Michel, Alice Coffin et Anne Hidalgo bloquent le projet de centre d'archives LGBTQI+. On fact-check les mensonges ?

Paris, le 29 mars 2022

Au dernier Conseil de Paris, le 23 mars, le PS et EELV ont refusé de voter le vœu d'Aurélien Véron (Groupe Changer Paris, LR) portant sur une subvention de 175 000 euros pour que le Centre d'archives puisse enfin entrer en phase de préfiguration et ouvrir ses portes à horizon 2025. Cette phase de préfiguration aurait dû commencer en 2021.

Cette prise de position a le mérite de clarifier l'absence de réelle volonté politique de la maire de Paris pour qu'ouvre le Centre d'archives LGBTQI que la communauté attend depuis plus de 20 ans. Ce projet figurait comme prioritaire dans les programmes du PS et d'EELV pour les municipales.

Depuis la création du Collectif en 2017, pas moins de trois adjoints à la mairie ont multiplié les entraves pour bloquer le projet de centre d'archives LGBTQI+ au lieu de tout mettre en œuvre pour rattraper le retard accumulé par rapport aux Centres existants dans le monde et en Europe, largement financés par de l'argent public comme à San Francisco, Berlin ou Amsterdam.

Depuis le vœu unanime du 4 février 2021 qui confiait la gestion du projet du Centre aux associations en autonomie, tout a été fait pour bloquer l'avancée du projet sous différents prétextes et ne pas respecter les décisions des associations.

[La réponse de l'adjoint en charge du dossier](#) Jean-Luc Roméro-Michel à Aurélien Véron au conseil de Paris est un tissu de contre-vérités qui appelle un fact-checking.

Les associations n'auraient pas répondu sur le lieu ?

« Nous sommes au travail pour accompagner les associations dans leur projet mais il leur reste d'abord à se mettre d'accord entre elles »

- Les associations membres du Collectif ont répondu et manifesté leur intérêt auprès des services de la mairie pour le local proposé rue Molière.
- C'est un **argument fallacieux** porté par Jean-Luc Roméro-Michel, l'adjoint à la mairie en charge du dossier. Le Collectif Archives LGBTQI+ compte plus de 100 associations membres dont celles de l'Inter-LGBT. Il travaille déjà avec ces associations et des particulier·ère·s qui attendent un lieu pour recueillir leurs archives.
- Depuis sa création en 2017, le **Collectif a été en relation constante avec les ARCL** (Archives Recherches Cultures Lesbiennes) et l'**Académie Gaie & Lesbienne**, les deux autres associations mentionnées par M. Roméro. Le Collectif leur a proposé des collaborations (expositions, etc.) et un travail en commun pour enclencher ensemble les chantiers de la préfiguration du futur Centre.

- À la suite des réunions organisées depuis juillet 2021 par la mairie de Paris avec les ARCL, l'Académie Gaie & Lesbienne et le Collectif, **les ARCL ont décliné de répondre à la proposition de local de la mairie**. Les ARCL disposent actuellement d'un local dans le 12^e arrondissement financé par la mairie de Paris. **L'Académie Gaie & Lesbienne ne souhaite pas collaborer avec le Collectif et au projet mais demande la construction d'un mur séparant les entités à l'intérieur du local avec des horaires d'ouvertures séparés**. Le Collectif a réaffirmé sa volonté de travailler avec ces deux associations aujourd'hui comme dans un futur proche, quitte à imaginer ensemble d'autres types de partenariats.
- Un an après le vœu de février 2021, un seul lieu a été proposé pour le futur Centre. Il s'agit d'un local de 600 m² dans le quartier onéreux de l'Opéra. Les ARCL et l'Académie Gaie & Lesbienne demandaient 300 m² chacun et séparés, **ce qui ne laissait pas d'espace pour les autres associations membres du Collectif**. Rappelons que le Collectif avait fait la demande d'un espace de 1000 m², ce qui le situe dans la moyenne européenne.

Il serait trop tôt pour une préfiguration ?

« Quant à nous demander de payer un Centre de préfiguration alors qu'on n'a pas la réponse des associations qui ne se sont pas toujours mises d'accord entre elles sur la gestion de ce lieu, on le fera un peu plus tard »

- Le Collectif a rédigé un rapport de préfiguration de 30 pages et [une synthèse de 8 pages](#) qui phasent et chiffrent les trois prochaines étapes, identifient les compétences et les recrutements nécessaires pour que le Centre d'Archives LGBTQI, dans sa partie physique comme dans sa partie numérique, puisse assurer ses différentes missions auprès d'une grande variété de publics. **Le Collectif a remis ce rapport de préfiguration à Jean-Luc Roméro-Michel ainsi qu'à Alice Coffin, mais aucune réunion sur le fond du projet n'a été organisée depuis janvier 2022.**

La Région et l'État ne répondent pas ?

« Ce n'est pas à la Ville de Paris d'assumer seule un Centre qui est un Centre national : nous n'avons pas de réponse de la Région et nous n'avons pas de réponse de l'État »

- Concernant le tour de table auprès des financeurs privés comme publics, **les demandes du Collectif auprès de Jean-Luc Roméro-Michel, de réunions avec les différentes parties prenantes** (l'État, la Région et divers investisseurs) et les adjointes de la mairie au Patrimoine, Laurence Patrice, et à la Culture, Carine Rolland, **sont restées lettre morte**. La Région a assuré de son engagement et le Collectif a fait état de ses besoins auprès du ministère de la Culture et du SIAF (Service Interministériel des Archives de France) en mars 2021.

Le Collectif Archives LGBTQI n'aurait pas d'archives ?

« [L'association] à laquelle vous faites référence n'a pas d'archives »

- Cette affirmation assénée par Jean-Luc Roméro-Michel reflète à la fois un mépris pour le travail du Collectif Archives LGBTQI depuis quatre années et une absence de maîtrise de la question des archives. En effet, **le Collectif dispose de fonds d'archives orales et les fonds physiques qu'il a déjà recueillis sont conservés**, faute de lieu, chez des membres du Collectif. Faute de lieu, les associations dont Le Tango et les Amis du Patchwork des Noms, et les particulier-ère-s qui souhaitent déposer leurs fonds ne peuvent le faire. **Ce sont des années de dépôt qui se perdent à cause des blocages de la mairie.**

Le Collectif Archives LGBTQI est systématiquement dénigré par Jean-Luc Roméro-Michel

Jean-Luc Roméro-Michel pratique **un dénigrement systématique** du travail du Collectif Archives LGBTQI pourtant reconnu et soutenu tant sur le plan national qu'international. Membre de l'AAF, l'Association des Archivistes de France, le Collectif financé par la Dilcrah a reçu le soutien de 45 Centres d'archives LGBTQI dans 22 pays. Sa chaîne de podcasts d'archives orales cumule à ce jour plus de 80 000 écoutes. La pétition lancée par Didier Lestrade en juin 2021 a reçu plus de 8.000 signatures.

Le Collectif renouvelle sa demande de rendez-vous auprès d'Anne Hidalgo. La mairie doit respecter son vœu de février 2021 et prendre ses responsabilités pour qu'une capitale comme Paris se dote enfin d'un Centre d'archives LGBTQI ambitieux et ouvert à toutes.

Réseaux sociaux :

Facebook [Collectif Archives LGBTQI](#)

Instagram [@archiveslgbtqi](#)

Twitter [@LgbtqiArchives](#)

Site web : archiveslgbtqi.fr

Mail : communication@archiveslgbtqi.fr

Contacts Presse : Sam Bourcier 06 98 96 48 97, Thierry Bertrand 06 86 91 77 59